



AGORA PROJECT - GEGEVENSBANK MOBILITEITSBEHEER
PROJET AGORA - BASE DE DONNEES GESTION MOBILITE

Contrat de recherche AG/B6/063
Rapport final relatif aux activités de l'Institut Wallon - Mai 2003

Pour le compte

d e

SSTC – SERVICES FEDERAUX DES AFFAIRES SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET CULTURELLES

TAXISTOP

Maria Hendrikaplein, 65B, 9000 GENT

Tel : +32.9.242.32.01 – Fax : +32.9.242.32.29 – E-mail : gg@taxistop.be

**INSTITUT WALLON DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL ET D'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ASBL**

Boulevard Frère Orban, 4 à 5000 NAMUR

Tél : +32.81.25.04.80 - Fax : +32.81.25.04.90 - E-mail : institutwallon@iwallon.be

TABLE DES MATIERES

1. Introduction.....	4
2. Etat d'avancement des travaux	4
2.1. Finalisation de la phase 1	5
2.2. Réalisation de la phase 2.....	5
2.2.1. Conception d'un site Internet sécurisé.....	5
2.2.2. Conception de procédures de validation des données.....	5
2.2.3. Description des requêtes d'interrogation de la base de données	6
3. Rôle des partenaires.....	7
4. Suite du projet.....	7

1.Introduction

L'objectif du projet est de permettre d'approfondir la connaissance des déplacements liés à l'activité des entreprises de plus de 100 employés situées en Belgique à travers l'étude, le développement et le test d'une base de données destinée à recevoir et à traiter les données de mobilité provenant de ces entreprises.

Les travaux réalisés entre janvier et juin 2002 ont été décrits dans le rapport d'activité relatif à cette période. Ils incluaient pour la phase 1 du projet :

- l'analyse des besoins des utilisateurs potentiels à travers la réalisation d'interviews ;
- l'étude de l'état de l'art ;
- réalisation d'une première proposition de questionnaire ;
- discussion de la proposition ;
- réalisation d'une ébauche de structure pour la base de données et description des données.

L'ensemble des documents afférents à ces tâches est présenté en annexe 1.

Etant donné que Taxistop s'est vu accordé une prolongation de son contrat jusqu'en août 2003, le présent rapport ne décrit que les tâches qui revenaient à l'Institut Wallon.

2. Etat d'avancement des travaux

Les travaux réalisés de juillet 2002 à mars 2003 se sont essentiellement focalisés sur les deux axes suivants :

- finalisation de la phase 1 : définition des données à collecter et de la structure de la base de données, préparation des formulaires et des procédures de collecte des données
- réalisation de la phase 2: élaboration de la base de données, développement de la procédure de collecte et description des requêtes d'interrogation de la base de données.

Les tâches réalisées dans ce cadre sont décrites ci-dessous. Les documents de travail y relatifs sont présentés en annexe.

La phase 3 qui initialement prévoyait le suivi de la mise en œuvre de la première collecte de données n'a pu être réalisée étant donné que cette étape a du être postposée indépendamment de la volonté des équipes de recherche. En effet, le présent projet a du s'intégrer dans le cadre plus large du projet FEDICT (Technologie de l'Information et de la Communication) visant à élaborer et à accompagner les projets d'e-government pour l'administration fédérale et à faciliter l'échange d'information entre les administrations pour éviter le multiple encodage de données par les citoyens et les entreprises. Cette intégration a nécessité l'organisation de nombreuses réunions de concertation avec des représentants de l'ONSS et avec des responsables du projet FEDICT. Elle a considérablement alourdi la phase de définition des procédures de collecte des données par rapport à la proposition initiale et a induit un retard dans la mise en œuvre de l'enquête.

2.1. Finalisation de la phase 1

Le questionnaire d'enquête établi précédemment a été adapté en fonction de modifications introduites dans le projet d'arrêté de loi d'une part, mais également suite à différentes réunions de concertation avec les représentants de l'ONSS de manière à éviter le double encodage et à pouvoir pré-remplir certains champs du questionnaire à partir des données ONSS.

La dernière version du questionnaire est présentée en annexe 2.

2.2. Réalisation de la phase 2

2.2.1. Conception d'un site Internet sécurisé

La procédure d'encodage des données à partir d'un site Internet sécurisé a été établie. Les différents écrans d'encodages ont été analysés et les fonctionnalités nécessaires au bon fonctionnement du site ont été décrites (cfr document en annexe 3).

Il est important de considérer que l'intégration de la collecte de données dans le projet FEDICT a considérablement alourdi la charge de travail de définition des procédures de collecte. Ainsi, différentes réunions de travail ont dû être organisées afin de se concerter avec les responsables du projet FEDICT.

2.2.2. Conception de procédures de validation des données

Lors de l'encodage des données par un établissement sur le site Internet dédié à cet effet, une première validation des données se fera automatiquement.

Cette validation porte sur les éléments suivants:

- la définition de champs « obligatoires » avec impossibilité de quitter le questionnaire s'ils ne sont pas remplis ;
- un contrôle direct de la validité des chiffres rentrés
 - sur base des totaux (total = 100%) ;
 - sur base de calcul logique
- la validité des formats (heures, nombre, ...) en fonction des formats des champs de la BD .

Les deux premières formes de validation ont été analysées. Elles sont présentées dans le document repris en annexe 3.

2.2.3. Description des requêtes d'interrogation de la base de données

Une première réflexion a été menée sur les données et sur l'information que les établissements ayant répondu à l'enquête recevront en retour. Le document qui sera renvoyé aux répondants a été défini en terme de forme et de contenu. Cette « fiche établissement » est présentée en annexe 4.

Dans un second temps, les travaux ont porté sur la définition et la description des requêtes que les gestionnaires de la BD pourront effectuer pour répondre aux demandes des utilisateurs potentiels des données collectées.

Ainsi, les requêtes traitant des résultats mobilité proprement dits permettront trois types d'analyse :

- un suivi sur base d'**indicateurs** : les requêtes permettront de dresser un état des lieux pour une unité territoriale donnée (pays, région, commune) sur la mobilité générée par les établissements sondés, les problèmes rencontrés et les mesures prises. Cette analyse prendra tout son sens lorsque l'enquête sera répétée de manière à pouvoir suivre l'évolution de ces indicateurs dans le temps.
- une **identification des zones prioritaires** : les données récoltées devront aider à répondre à la question « Où agir ? ». Ainsi, des requêtes permettront de mettre en évidence les unités territoriales (communes, zonings,...) où une gestion active de la mobilité s'impose, soit parce qu'il s'agit de « points noirs » où de nombreux problèmes sont rencontrés, soit parce que le potentiel de transfert modal est très important.
- l'établissement de **plans d'action** : les données récoltées devront également aider à répondre à la question « Comment agir ? ». Différentes requêtes seront conçues de manière à aider les gestionnaires de la mobilité à élaborer leur plan d'action pour une entreprise, un zoning ou une commune.

L'ensemble de ces requêtes sont décrites dans le document repris en annexe 5.

3.Rôle des partenaires

L'Institut Wallon est leader de la phase 1 et Taxistop de la phase 2.

L'Institut Wallon et Traject ont effectué l'étude de l'état de l'art et ont élaboré le questionnaire d'enquête. Ils ont également défini les procédures d'enquête et de validation des données ainsi que l'ensemble des requêtes qu'il sera possible d'exécuter à partir de la base de données.

Taxistop à pris en charge l'aspect plus technique du projet en définissant la structure et les spécifications de la base de données ainsi que les procédures d'échange électronique de l'information.

4. Suite du projet

L'Institut Wallon a réalisé pour le terme opérationnel du contrat l'ensemble des tâches qui lui étaient attribuées. Par contre, Taxistop, suite à une demande introduite auprès des SSTC, a vu son contrat prolongé jusqu'en août 2003 pour finaliser le design de la base de données.

Pour les raisons évoquées plus haut, le projet n'a pu aller jusqu'à la phase de collecte effective des données. Néanmoins l'ensemble des tâches relatives à la préparation de la collecte et de l'analyse des données ont été réalisées. A partir du descriptif de l'interface Internet élaboré par les équipes de recherche, un appel d'offre a été lancé pour le développement de cette partie de l'application et le marché a été attribué à une société de services.

De manière à assurer la poursuite du projet, une nouvelle convention a été signée entre l'association momentanée Taxistop - Institut Wallon et le Service public fédéral Mobilité et Transport qui prévoit le développement et le test d'un prototype de base de données et la description des spécifications de l'application de traitement et d'analyse des résultats.